Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Pourquoi les États-Unis ne peuvent pas avoir de démocratie ?

Par Dr. Paul Craig Roberts
Mondialisation.ca, 05 mars 2012
5 mars 2012

Région : États-Unis
Thème: Guerre USA OTAN
Analyses: IRAK, Le «Printemps arabe», SYRIE

La Syrie a un gouvernement séculier tout comme l'Irak avant l'invasion américaine. Les gouvernements séculiers sont importants dans les pays arabes où il y a une division entre les sunnites et les chi'tes. Les gouvernements séculiers empêchent la population divisée de s'entre-tuer.

Lorsque l'invasion américaine, un crime de guerre en accord avec les standards établis en ce domaine au procès de Nüremberg par les Etats-Unis à la fin de la seconde guerre mondiale, renversa le gouvernement séculier de Saddam Hussein, les Irakiens sunnite et chi'ites se combattirent. La guerre civile entre irakien sauva l'invasion américaine. Quoi qu'il en soit, suffisamment de sunnites trouvèrent le temps de combattre l'occupation américaine, tant et si bien que les Etats-Unis ne furent jamais en mesure d'occuper totalement Baghdad, sans parler de l'Irak, quelle que fut l'intensité de la force employée par les troupes américaines.

La conséquence de l'invasion américaine de l'Irak ne fut pas la démocratie ou les droits de femmes, encore moins la destruction des armes de destruction massive qui n'existaient pas comme les inspecteurs l'avaient clairement dit auparavant. La conséquence fut le transfert du pouvoir politique des sunnites aux chi'ites. La version chi'ite de l'islam est la version de l'Iran. Ainsi, l'invasion de Washington a transféré le pouvoir en Irak d'un gouvernemernt séculier vers un gouvernement chi'ite, allié de l'Iran.

Maintenant Washington à l'intention de répéter cette folie en Syrie. D'après la ministre des affaires étrangères Hillary Clinton, Washington est même préparé à s'allier à Al Qaïda afin de renverser le gouvernement Al-Assad. Maintenant que Washington a des connexions avec Al Qaïda, le gouvernement de Washington sera t'il arrêté sous le coup des lois anti-terrorisme ?

L'hostilité de Washington à l'égard d'Al-Assad est totalement hypocrite. Le 26 février, le gouvernemernt syrien a tenu un referendum pour une nouvelle constitution en Syrie qui limite les termes des futurs présidents et retire au parti Ba'ath le monopole politique dont il a jouit depuis le départ.

Le taux de participation au referendum fut de l'ordre de 57,4%, ce qui représente environ le même pourcentage que celui de l'élection d'Obama en 2008. Ce fut un taux de participation plus élevé (et ce malgré la rébellion armée soutenue par l'occident), que durant les neuf élections présidentielles aux Etats-Unis de 1972 à 2004. La nouvele constitution syrienne fut

approuvée par 89,4% des participants.

Mais Washington a dénoncé le referendum démocratique et clâme que le gouvernement syrien doit être renversé afin d'amener la démocratie en Syrie.

Les alliés de Washington dans la région, les monarchies du pétrole, non élues, comme l'Arabie Saoudite et le Qatar, ont publié des déclarations disant qu'ils étaient prêts à fournir des armes aux rebelles islamistes afin d'amener la démocratie en Syrie, chose qu'ils ne tolèrent pas eux-même chez eux.

Pour Washington "la démocratie" est une arme de destruction massive. Quand Washington apporte la "démocratie" dans un pays, cela veut dire sa destruction, comme en Libye ou en Irak. Cela ne veut en aucun cas dire démocratie. La Libye est en plein chaos, un cauchemar pour les droits de l'Homme, qui n'a plus de gouvernement effectif.

Washington a installé Nouri al-Maliki comme président en Irak. Il a perdu une élection, mais s'est maintenu au pouvoir. Il a déclaré son vice-président être un terroriste et ordonné son arrestation; il utilise son état policier pour arrêter les politiciens sunnites. Assad de Syrie est plus démocratique que Maliki d'Irak.

Depuis plus d'une décennie, Washington a leurré le monde sur la finalité de ses guerres d'agression, comme étant "l'importation de la démocratie et des droits de l'homme au Moyen-Orient". Alors que Washington amenait la démocratie au Moyen-Orient, Washington détruisait la démocratie aux Etats-Unis même. Washington a ramené d'outre-tombe les donjons médiévaux de la torture et l'auto-accusation. Washington a détruit le processus légal du Habeas Corpus. Sur la requête d'Obama, le congrès a voté sans coup férir une loi qui permet aux citoyens américains d'être emprisonnés indéfiniment, sans jugement ou sans même la présentation de preuves. Les perquisitions sans mandats et l'espionage, qui étaient illégaux et inconstitutionnels au début du siècle, sont maintenant des actes routiniers.

Obama s'est même réservé le droit, pour lequel il n'y a aucune loi écrite, de faire assassiner tout citoyen américain n'importe où dans le monde si la branche exécutive du pouvoir le décide et ce sans même présenter quelque preuve que ce soit, simplement sur le fait que la personne représente une menace pour le gouvernement américain. Tout citoyen américain où que ce soit dans le monde, peut être assassiné sur une opinion purement subjective de quelqu'un dans la branche de l'exécutif américain., qui de plus en plus représente à elle seule le gouvernement des Etats-Unis. Les autres soi-disant branches "égales" du pouvoir ont fondu comme neige au soleil sous les coups de la "guerre contre la terreur".

Pourquoi Washington est-elle si déterminée à amener la "démocratie" au Moyen-Orient (à l'exception de l'Arabie Saoudite, du Bahrein, du Qatar et des Emirats Arabes Unis), a l'Afrique, à l'Iran, à l'Afghanistan, à la Russie et à la Chine, mais est hostile aux droits constitutionnels en Amérique ?

Les droits que les Américians ont gagné de la révolution contre le roi George III au XVIIIème siècle ont tous été éliminés par les régimes Bush/Obama au XXIème siècle. D'aucun penserait que ceci serait sujet à articles de presse, mais il n'en est rien.

N'attendez pas de commentaires à ce sujet en provenance du ministère de la vérité.

Article original en anglais : http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=29594

Traduction par Résistance 71, http://resistance71.wordpress.com/

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Dr. Paul Craig Roberts, Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : Dr. Paul Craig Roberts

A propos :

Paul Craig Roberts, former Assistant Secretary of the US Treasury and Associate Editor of the Wall Street Journal, has held numerous university appointments. He is a frequent contributor to Global Research. Dr. Roberts can be reached at http://paulcraigroberts.org

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca